



N°814

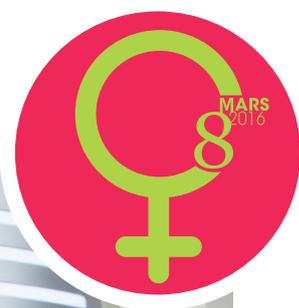
DU 12 AU 18 MARS 2016

PARTI SOCIALISTE.FR  
@PARTISOCIALISTE

1,5€

**L'hebdo**  
des socialistes

# La lutte contre la précarité, notre priorité



La journée internationale des droits des femmes est chaque année l'occasion de célébrer la place de la femme dans la société et de réaffirmer la place qu'elle devrait avoir.

Aujourd'hui alors que leur niveau d'étude progresse plus vite que les hommes, les femmes restent les principales victimes de la précarité, celle-ci touche plus durablement les femmes et pèse sur les nombreuses inégalités dont elles sont victimes dans la sphère privée, publique et professionnelle.

Depuis 2012, le Parti socialiste a fait des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes une priorité instaurant un gouvernement paritaire, un ministère des Droits des femmes, une grande loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la lutte contre le harcèlement dans la rue et les transports. Il ne peut y avoir de société démocratique sans égalité entre les femmes et les hommes. Les socialistes soutiennent partout la cause féministe pour lutter contre tous les conservatismes.

## HOMMAGE À CLAUDE ESTIER UNE FIGURE DE L'HISTOIRE DU PARTI SOCIALISTE DISPARAÎT

**C**laude Estier s'est éteint jeudi 10 mars à l'âge de 90 ans. Par cette disparition, le Parti socialiste perd l'une des figures marquantes de son histoire.

Résistant, journaliste engagé à *Libération* et au *Monde* notamment, militant anticolonialiste, écrivain et historien du socialisme : Claude Estier a, sa vie durant, participé aux combats de notre formation politique en embrassant les grandes causes de la gauche.

Nous n'oublions pas qu'il fut le fondateur de *L'Unité*, l'hebdomadaire du Parti socialiste, au lendemain du Congrès d'Épinay. Tout au long de sa vie politique, il marqua nos débats par son engagement, sa loyauté et sa plume.



© AFP/Robert Delvac

Député et conseiller de Paris, il était devenu un visage de la « bande du 18<sup>e</sup> » qui accompagna François Mitterrand au pouvoir et pesa dans la conquête socialiste de la capitale. Élu sénateur en 1986, il avait animé la présidence du groupe socialiste de la Haute assemblée de 1988 à 2004.

Le Parti socialiste adresse ses profondes condoléances à sa famille et à ses proches. Il exprime son amitié à toutes celles et ceux, militants et élus, qui l'ont connu et partagent aujourd'hui la même tristesse.



© AFP/P.-P. Marcou

## ESPAGNE : LE CHOIX DE PODEMOS

une ligne intransigeante. Mais ils ne désespéraient pas. Dans la poursuite des discussions, Les socialistes ont réussi à trouver un accord avec le parti de centre droit Ciudadanos. Mais alors, Podemos a pris prétexte de cet accord pour refuser son soutien.

Dans le vote de confiance, mécaniquement, en votant avec la droite contre les socialistes, Podemos contribuait à prolonger la crise que les socialistes cherchaient à résoudre. C'est donc la première fois depuis le retour de la démocratie, que l'Espagne s'enfonce ainsi dans une telle situation dont l'issue est incertaine.

On aurait pu penser que, exactement 80 ans après la formation du Front populaire, la gauche radicale espagnole ne se trompe pas d'ennemi face à la droite, comme d'ailleurs elle avait su le faire dans toutes les grandes villes du pays, dont Madrid et Barcelone.

De nouvelles élections sont donc probables. Elles ne renverseraient peut-être pas le rapport de force électoral, mais Podemos, à part quelques coups de communication, devra assumer quelques contradictions. Les Indignés voulaient le changement. Gouverner, c'est avoir les moyens de changer. Les électeurs de gauche déçus du PSOE qui ont voté Podemos ne voulaient pas ajouter la crise à la crise.

Pendant ce temps, Pedro Sánchez a démontré des qualités d'homme d'État, par sa capacité d'écoute et de dialogue. En contraste, le lapsus-aveu de Mariano Rajoy – qui n'en n'est pas à sa première boulette, dans sa réponse la semaine dernière au leader socialiste : « *contrairement à vous, nous avons trompé les gens* ».

# BRÈVE DE LA SEMAINE

Sophie Dessus, «un être exceptionnel». Par ces mots le Président François Hollande a rendu un hommage républicain émouvant à Sophie Dessus décédée le 3 mars dernier. Jean-Christophe Cambadélis était présent, aux côtés de Claude Bartolone, Bruno Le Roux, mais aussi de nombreux anonymes, élus et militants socialistes mercredi 9 mars aux obsèques de cette femme exceptionnelle, députée et maire d'Uzerche pour témoigner de l'immense tristesse des socialistes. Sophie, tu vas nous manquer.

## LE CPA, UN PREMIER PAS VERS UNE RÉELLE SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE

La loi du 17 août 2015 avait acté le principe du compte personnel d'activité (CPA) qui a vocation à «rassembler les droits sociaux personnels utiles pour sécuriser les parcours professionnels». Dans le contexte de mondialisation et de révolution numérique qui transforme de manière profonde les métiers et les emplois, mais également les organisations et les statuts. Les droits et protections qui étaient jusqu'alors attachés au travail s'affaiblissent aujourd'hui et parfois disparaissent en raison de nouvelles formes d'emploi et de la montée des précarités. L'enjeu pour nous est donc de construire de nouvelles sécurités sociales et économiques qui permettront aux personnes d'être mieux armées car mieux accompagnées face à ces évolutions majeures.

Le CPA a fait l'objet d'une négociation interprofessionnelle entre partenaires sociaux qui a abouti à une position commune le 9 février mais il a également fait l'objet d'une concertation quadripartite entre l'État, les régions et les partenaires sociaux. L'avant projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs crée, à partir de ces travaux réalisés, le compte per-

sonnel d'activité. Le CPA est le premier pas vers une réelle sécurité sociale professionnelle que nous soutenons depuis de nombreuses années. Dans l'état actuel du texte, le CPA rassemblera le compte personnel de formation (CPF) et

« LE CPA  
EST LA GRANDE AVANCÉE  
DU QUINQUENNAT. »

Jean-Christophe Cambadélis

le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) et une plate-forme numérique sera créée pour garantir l'accessibilité et lisibilité des droits acquis et à acquérir et donc des parcours de vie. C'est une grande avancée que nous soutenons. Pour autant, le CPA devrait selon nous être renforcé.

Le CPA doit être le fer de lance de la loi. Symboliquement, les articles concernant le CPA doivent être placés en premier dans le texte et sur le fond, nous souhaitons muscler le volet accompa-

gnement qui est fondamental. L'accompagnement est au cœur de la réussite du CPA et de la sécurité sociale professionnelle. Afin de démocratiser largement ce droit, nous proposons de faire «entrer» ce droit directement chez les personnes par l'envoi d'un courrier proposant un entretien et un accompagnement entièrement pris en charge (sur le modèle des campagnes de prévention réalisées dans le domaine de la santé). Par l'envoi de ce courrier, le but est de ne laisser personne sur le bord de la route. Nous proposons également de renforcer l'accompagnement par la mise en place d'un «bouquet de services» afin de sécuriser les mobilités professionnelles. Le droit à l'accompagnement pourrait ainsi financer le permis de conduire, la garde d'enfants, une aide pour le logement etc. Il nous faut résoudre ces freins dits «périphériques» à la mobilité pour que la personne construise son parcours professionnel en jouissant d'une véritable sécurité sociale professionnelle.

Le CPA est une belle opportunité qui permettra de mieux protéger les actifs. Et c'est dans ce sens que le Parti socialiste s'est engagé pour que réussisse la sécurité sociale professionnelle.

## ANNIVERSAIRE DU PLANNING FAMILIAL 60 ANS DE COMBATS

Le Planning familial naît en 1956 avec la création de la maternité heureuse, une association pour changer les mentalités, autoriser la contraception et permettre aux femmes d'avorter en toute liberté. L'avortement alors était criminalisé, et les femmes forcées d'avorter dans la clandestinité et dans des conditions sanitaires dangereuses. La loi Veil votée en 1975 grâce aux voix de la gauche, doit beaucoup à la mobilisation des féministes et des militant-e-s du Planning familial. L'avortement est alors autorisé pour la femme enceinte placée en situation de détresse.

Le Parti socialiste salue le soixantième anniversaire du Planning familial, et son combat pour améliorer les droits des femmes après les attaques proférées par des dirigeantes du Front National. Les centres de planification et d'éduca-

tion familiale doivent être défendus pour garantir le droit des femmes à disposer de leur corps comme première condition de leur autonomisation et de leur émancipation.

Les gouvernements de gauche successifs ont permis de démocratiser ce droit et de le rendre plus accessible. Depuis 2012, le gouvernement a mis en œuvre des engagements importants avec le remboursement complet des examens préalables à l'IVG, la suppression du délai de réflexion de 7 jours nécessaire entre deux consultations, et l'abandon de la notion de détresse.

La légalisation du droit à l'avortement ne doit pas occulter le véritable enjeu : l'accès des femmes à exercer leur droit qu'elle que soit leur condition sociale. Dans un moment où la société est tra-



© Garo/Hhante

versée par le repli sur soi, les femmes doivent garder un point de vigilance sur leurs droits car ils ne sont jamais acquis. Les socialistes considèrent que l'égalité entre les femmes et les hommes est le cœur battant de la démocratie.

# INTERVIEW DE DENIS QUINQUETON

PRÉSIDENT D'HOMOSEXUALITÉS ET SOCIALISME (HES)

## “ UN MANIFESTE POUR FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES DROITS ”



© T. Doussau

Denis Quinqueton est président d'Homosexualités et Socialisme (HES). L'association élabore son manifeste - le Manifest' HES - pour porter ses revendications en faveur de l'égalité.

les sympathisants, les élus, d'influer sur le programme à venir afin de faire avancer la question de l'émancipation de l'individu.

### *Quels sont les principaux combats à venir ?*

La suite des événements reflète les défaites de la période: le droit des familles est figé, notamment à cause de l'activisme des partisans d'une sorte d'ordre moral. On se retrouve avec des lois souvent obsolètes, en décalage avec la réalité: les modèles familiaux sont multiples, comme l'a rappelé le Président de la République dernièrement dans *Elle*, et le droit doit s'y adapter.

Il y a également la question du changement d'état civil pour les personnes trans. De nombreux pays ont progressé sur la voie de la pleine reconnaissance de la transidentité et c'est la société toute entière qui s'en trouve mieux: les Pays-Bas, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, l'Uruguay ont supprimé la condition médicale d'irréversibilité de la transition, pour changer d'état civil. Malte, l'Argentine, le Danemark, la Norvège autorisent le changement d'état civil par simple déclaration. La France doit progresser.

### *Comment se fait-il que l'égalité des droits soit toujours sujette à débat ?*

De nos jours, le débat sur ces questions est grippé. On fait face à des gens qui ont peur de l'émancipation personnelle. On l'a vu sur le mariage pour tous: ceux qui ont défilé contre dans la rue n'étaient pas touchés par le projet! Cela ne changeait rien dans leur vie, c'était sidérant... Il y a encore beaucoup de gens qui s'imaginent que l'humanité est un troupeau et que si on gagne en liberté individuelle, on va en faire n'importe quoi. Mais c'est exactement

le contraire qui se passe. D'ailleurs, certains élus locaux, de droite surtout, ont évolué depuis, allant jusqu'à se demander comment ils avaient pu être contre le mariage pour tous. Ce débat nous aura rappelé que le progrès n'est pas automatique, qu'il faut se battre, c'est-à-dire convaincre, pour faire avancer les droits.<sup>(1)</sup>

Par ailleurs, il va falloir redéfinir un espace laïc de débat public. Que les gens puissent croire ne me pose évidemment aucun problème, mais peu à peu les questions éthiques, morales, se résument à l'addition des prescriptions des différentes religions. Et c'est inacceptable. Les gens peuvent avoir la vie spirituelle qu'ils souhaitent, mais cela ne doit pas peser à ce point sur l'organisation de la vie en société. L'égalité entre les personnes, hommes et femmes, homo et hétérosexuels etc, ne devrait pas être un sujet de débat.

### *Pourquoi rejoindre l'alliance populaire ?*

Nous faisons partie de la grande famille socialiste, et cette alliance est une autre manière de renforcer notre lutte pour l'émancipation, qui est au cœur du combat de la gauche. Ce n'est pas une lutte catégorielle, elle touche à tous les domaines de la vie. Dans le monde du travail, par exemple, les discriminations créent des disparités injustes entre les gens. Nous souhaitons aussi qu'il y ait davantage de relations entre le monde politique et la société civile, plus de discussions, même, surtout, quand on n'est pas d'accord. À HES, nous sommes en relation avec à la fois des élus, des militants politiques et des associations LGBT et, oui, nous voulons œuvrer à une meilleure articulation entre la politique et les associations au sein de cette alliance.

(1) Le documentaire «La sociologue et l'ourson», qui sort en salles le 6 avril, revient sur le débat qui a agité la société à l'occasion de l'adoption du mariage pour tous.

### *Qu'est ce que le Manifest' HES ?*

HES existe depuis 33 ans et a été créé par des militants socialistes pour porter au sein du PS les questions de l'égalité des droits, de la lutte contre les discriminations à l'égard des personnes gays lesbiennes, trans... À l'époque, ce n'était pas un sujet politique. Nous avons depuis remporté certaines victoires et nous nous battons encore sur de nombreux autres sujets.

Après la période 2012/2013 marquée par le débat sur le mariage et l'adoption pour tous, nous avons souhaité faire le point sur nos réflexions, revenir sur nos victoires, nos défaites, et penser les combats à venir. C'est pour cette raison que nous sommes en train d'élaborer le Manifest' HES qui doit être adopté à la fin du mois. Il est organisé autour de quatre thèmes principaux (*droits des personnes, les familles aujourd'hui, santé et prévention, international*) et élabore 59 propositions en faveur de l'égalité et de l'émancipation. C'est une façon de provoquer le débat avec les militants,